



La Commune



Obama à Cuba : Genèse et portée d'un tournant

La visite d'Obama à Cuba pose des questions sur les changements survenus dans l'île, sur le futur, sur notre participation au débat. Voir le Président des États-Unis passer par Cuba, avec sa famille et un cortège de patrons avides de nouveaux marchés, contraste avec l'histoire de la révolution. Comment en est-on arrivé à cette situation de conciliation, d'ouverture au libre marché et au capitalisme impérialiste représenté par les États-Unis, l'Union européenne et la Chine ?



La situation économique et sociale de Cuba est très détériorée. Les conquêtes historiques de la révolution, particulièrement le système de santé et l'instruction publique, se maintiennent au milieu d'une crise sociale faite de pénurie. Impossible d'améliorer le quotidien, d'acheter des produits ménagers, de rénover le parc automobile et les transports publics. À cela s'ajoute un mécontentement croissant, en particulier chez les jeunes générations qui regardent vers le futur. La politique d'accords commerciaux avec les grandes puissances a pour objectif l'entrée de devises afin de remédier à cette situation devenue insoutenable, bien qu'une majorité défende toujours les acquis de la révolution.

Tenter de trouver à tout prix une issue, aboutit à un chemin extrêmement périlleux, qui met en danger l'avenir de Cuba. En effet il ouvre objectivement les portes à un changement dans les structures politiques, économiques et sociales de l'île socialiste. La visite d'Obama est une nouvelle impulsion au processus de restauration capitaliste. De grandes entreprises construisent déjà des complexes hôteliers et des agences immobilières, particulièrement dans la dénommée « Zone Économique Spéciale » du port de Mariel. Ainsi coexistent, comme dans la Chine d'il y a quelques années, le modèle socialiste avec des expériences capitalistes.

Certains disent que Cuba est aujourd'hui isolée, cernée et en crise économique, qu'elle n'a pas d'autre chemin à suivre, que ce sont des accords nécessaires dans cette conjoncture difficile, mais qui portent la reconnaissance de son indépendance et, plus encore, la fin du blocus existant. Ce n'est pas faux bien que nous pensions qu'il aurait pu y avoir une autre stratégie. Pour contribuer à ce débat entre militants de gauche qui défendent et aiment la révolution cubaine, je vais me référer à grands traits aux différentes étapes qui marquèrent la vie de la révolution cubaine et les relations entre elles. Je crois que c'est indispensable afin de mieux comprendre pourquoi Cuba se trouve aujourd'hui à ce carrefour.

Internationalisme oui et non

La première étape, la plus vigoureuse et révolutionnaire, va de la victoire de la révolution à l'assassinat du Che en Bolivie en 1967. Elle fut marquée par la tentative d'étendre la révolution à partir de l'OLAS (Organisation Latino-Américaine de Solidarité), par la coordination avec d'autres pays indépendants, par des voyages et le soutien aux organisations latino-américaines. L'échec du Che en Bolivie fut à son tour le

début d'un tournant dans la politique internationale de Fidel Castro, qui abandonna cette impulsion, pour aller vers une autre stratégie. Ce fut une nouvelle étape, par une politique de construction à l'intérieur de Cuba, reposant sur les accords commerciaux et politiques avec la bureaucratie de l'URSS, abandonnant le projet d'extension de la révolution en Amérique Latine. La révolution nicaraguayenne fut l'exemple le plus évident de cette politique. Malgré l'opportunité d'avoir défait la dictature et gagné le pouvoir, le gouvernement cubain conseilla aux sandinistes une reconstruction capitaliste de ce pays, au lieu d'aider à créer un nouvel État socialiste, qui aurait été un fer de lance pour de nouvelles avancées.

Le déclin de la bureaucratie stalinienne de l'URSS au début des années 90, mit à nu la crise à Cuba. Déjà dans les années 80, il y avait eu une forte crise économique et, au début des années 90, Cuba ne recevait plus d'aide, devant faire face, seule, à une crise économique en expansion. Vinrent des années de pénurie et de restrictions, qui confirmèrent la grave erreur politique que fut l'abandon de la tentative d'étendre la révolution sur le continent.

Avec les changements survenus en Amérique Latine à partir de l'an 2000, vint un autre moment politique : l'essor du chavisme et la crise des vieux régimes qui donnèrent naissance au bolivarianisme. Naquit alors une nouvelle et grande opportunité pour Cuba et l'Amérique du Sud, la reprise d'un cours internationaliste avec des mesures concrètes. Cette voie fut suivie dans un premier temps. On essaya certaines mesures comme l'échange de médicaments contre du pétrole entre Cuba et le Venezuela. Mais, à nouveau malheureusement, tout ceci s'arrêta.

Lors de grandes rencontres entre militants de gauche latino-américains, on débattit du socialisme du XXI^e siècle et du projet ALBA ¹ qui pouvait jouer un rôle positif dans la région, y compris à Cuba. Que reste-t-il de cette idée ? Ses principales initiatives sont restées lettres mortes : la Banque du Sud, la monnaie unique, privilégier les échanges commerciaux et technologiques entre les pays adhérents à l'ALBA, tout s'est envolé. Non par manque de force sociale, mais plutôt par de mauvaises décisions politiques venant de Cuba et aussi du Venezuela. S'ajoute à cela le rôle du Brésil et du PT en particulier, qui agit contre l'ALBA en privilégiant le Mercosur ² mis en place par sa propre bourgeoisie, en faveur de l'Argentine et d'accords avec d'autres puissances.

Cuba, Venezuela et Amérique latine aujourd'hui

Nous vivons une conjoncture où la droite et l'impérialisme ont obtenu quelques victoires et veulent en obtenir de nouvelles. On ne peut nier que l'abandon du projet ALBA et le manque de mesures anticapitalistes au Venezuela, en Equateur et en Bolivie, ont créé les conditions sociales d'un mécontentement massif sur lequel la droite s'appuie pour ses projets. Nous devons affronter dans l'unité cette tentative de la part des impérialistes et des grandes multinationales d'étendre leur domination.

De notre côté, nous avons un esprit unitaire face à la droite et une grande confiance dans la force des peuples. En même temps, nous ne saurions justifier le manque de politique anticapitaliste, car les conditions et le rapport de forces étaient favorables. C'est pour cela que nous ne cachons pas, comme le fait une partie des intellectuels progressistes, la responsabilité des gouvernements vénézuéliens et cubains, de n'avoir pas su impulser cette voie dans chaque pays par une relation de coordination entre eux. Aujourd'hui Cuba, le Venezuela, l'Argentine et d'autres peuples subissent les conséquences de ces mauvais choix. Quand on ne touche pas aux intérêts profonds de la structure économique du grand capital, celui-ci se recompose et repart à l'attaque. C'est ce que nous vivons aujourd'hui, avec le sourire hypocrite d'Obama à Cuba, et en Argentine.

Aujourd'hui, Cuba a accueilli l'arrivée d'Obama presque comme un sauveur face à la crise. C'est le résultat des erreurs passées. Nous vérifions, une nouvelle fois, qu'une révolution ne se défend pas seulement à l'intérieur des frontières nationales, mais en impulsant le processus vers l'extérieur, seule façon d'éviter les attaques et la pression de l'impérialisme. N'ayant pas su le faire, Cuba affronte aujourd'hui son plus grand péril, la perte de ses bases socialistes. Fidel a écrit au départ d'Obama : « *nous n'avons pas besoin des cadeaux de l'impérialisme* », s'exprimant d'une voix un peu critique, pour essayer de contenir un certain mécontentement. Mais les États-Unis ne font pas de cadeaux, ils vendent, achètent, font du commerce, c'est la raison de leur voyage. Le peuple cubain, valeureux, héroïque, n'a peut-être pas dit son dernier mot si les États-Unis avaient la prétention de tout lui prendre. L'avenir nous le dira. Une porte périlleuse s'est ouverte, difficile de la refermer, alors qu'il en existait pourtant de meilleures à ouvrir. C'est de cette réalité que nous devons débattre pour en tirer toutes les conclusions.

**Sergio Garcia, dirigeant du MST,
le 4 avril 2016.**

Traduction Jean-Baptiste Carrier

1. *ALBA : Alliance bolivarienne pour les Amériques ; organisation politique, culturelle, sociale et économique née en décembre 2004 à La Havane.*

2. *Mercosur : Marché Commun du Sud, regroupant plusieurs pays de l'Amérique du sud. (voir carte)*

Modifié le jeudi 14 avril 2016

Voir aussi dans la catégorie Cuba



Obama à Cuba : Genèse et portée d'un tournant

La visite d'Obama à Cuba pose des questions sur les changements survenus dans l'île, sur le futur, sur notre participation au débat. Voir le Président des États-Unis passer par Cuba, avec sa... >>

Cuba : Pour la défense des acquis de la Révolution

C'est officiel : Obama reconnaît l'Etat cubain. Cela signifie à très court terme la fin du blocus initié il y a plus de 50 ans par Washington et ses affidés contre la révolution cubaine qui... >>

Accord Cuba-Etats Unis : Un triomphe pour Cuba, une perspective incertaine

L'annonce de l'accord passé entre les gouvernements d'Obama et Raul Castro avec l'aide et le concours du Vatican, a amené toute une série de débats. Avant de nous y référer, nous... >>

Le 1er janvier 1959 à trois heures du matin, le dictateur Batista quitte définitivement Cuba qu'il gouvernait depuis son coup d'Etat de mars 1952. Quelques heures plus tard, Ernesto Guevara et... >>

Cuba après Castro ?

J'annonce à mes chers compatriotes...que je ne chercherai pas et n'accepterai pas - je répète - je ne chercherai pas et n'accepterai pas la fonction de Président du Conseil d'Etat et de... >>
